

## L'École Garneau reçoit un prix de l'OQRE



Publié le 14 Novembre 2011

---

### Benjamin Vachet

**Une délégation de l'École secondaire catholique Garneau était à Toronto, lundi 7 novembre, afin de recevoir le prix « Reconnaissance du rendement scolaire Dre-Bette-M.-Stephenson » de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE).**

Sujets : [École secondaire catholique Garneau](#) , [École Garneau](#) , [Conseil des écoles catholiques du Centre-Est](#) , [Toronto](#) , [Ontario](#)

Récemment, l'École secondaire catholique Garneau a été reconnue dans le rapport provincial de l'OQRE pour son utilisation des données des tests provinciaux en vue d'appuyer sa planification de l'amélioration.

À l'occasion de la réception de Toronto, 22 écoles élémentaires et secondaires de l'Ontario ont été reconnues pour l'excellence de leurs résultats aux tests provinciaux.

L'initiative des membres du personnel dans l'élaboration d'un plan d'action afin d'œuvrer à l'amélioration des résultats des élèves a été soulignée. La soirée est suivie, aujourd'hui, d'un forum dont le but est de partager les réussites des écoles récipiendaires qui ont fait preuve de leadership en matière d'amélioration du rendement des élèves.

« L'École secondaire catholique Garneau se démarque depuis plusieurs années par les résultats qu'obtiennent ses élèves aux tests de l'OQRE », a déclaré Diane Doré, présidente du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est. « En effet Garneau est un pilier du milieu de l'éducation franco-ontarienne depuis bientôt 40 ans. De nombreux leaders sont passés par les portes de cette école, ont connu le succès, et l'ont utilisé pour contribuer à l'essor de la communauté ».

Le Programme de reconnaissance du rendement scolaire Dre-Bette-M.-Stephenson a été établi le 29 avril 2009 par les membres du Conseil d'administration de l'OQRE, en l'honneur de Dre Bette Stephenson qui a contribué et qui s'est dévouée tout au long de sa vie à l'éducation. Cette reconnaissance rend hommage aux écoles qui adoptent un plan d'action fondé sur leur situation particulière et œuvrent activement en vue d'améliorer les résultats des élèves.

15 novembre 2011 | Le Droit | MARTINMARTINOUELLET OUELLET

# Le PQ propose un nouveau gel des droits de scolarité

Lalapressepressecanadienne Canadienne

QUÉBEC — Aussitôt au pouvoir, le Parti québécois (PQ) abolirait la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité annoncée par les libéraux et décréterait un nouveau gel.

L'opposition péquiste juge déraisonnable le rattrapage de 325 \$ par année sur cinq ans que compte imposer le gouvernement Charest aux étudiants à compter de l'automne 2012.

Après avoir absorbé cinq hausses annuelles consécutives de 100 \$, les étudiants ont suffisamment passé à la caisse et méritent « un temps d'arrêt », a fait valoir en fin de semaine dernière la porte-parole du PQ en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy.

« En septembre 2012, il y aura eu cinq années de hausse de 100 \$ par année. Nous, ce qu'on dit, c'est qu'avant d'aller plus loin, on doit s'arrêter là. Le gel est simplement un temps d'arrêt et après un débat, des décisions seront prises », a-telle dit en entrevue à La Presse Canadienne.

Ainsi, le PQ aux commandes ferait table rase des augmentations supplémentaires prévues dans le dernier budget du gouvernement libéral, le temps d'asseoir autour d'une même table tous les intervenants dans le cadre d'un grand forum sur le financement de l'éducation.

« On doit faire un véritable forum, pas seulement avec les étudiants mais avec tout le monde, pour se demander quels sont les choix qu'on veut pour la suite des choses », a expliqué Mme Malavoy.

Le débat porterait entre autres sur le niveau de contribution des étudiants, la part exigée de l'état, la part des entreprises ainsi que sur la gestion des universités dont les frais « institutionnels » alourdissent le fardeau des étudiants.

L'opposition péquiste déplore en outre que le gouvernement veuille faire porter aux étudiants le poids « d'un rattrapage inouï » des droits de scolarité « sans trop interpellier les universités ».

« Les universités ont besoin de financement particulièrement pour l'enseignement et la recherche, mais je pense qu'on peut questionner certaines de leurs dépenses faites ces dernières années. Tant que ces questions ne sont pas clarifiées, pourquoi les étudiants devraient-ils payer un coût si important ? », a soulevé Mme Malavoy.

La députée de Taillon se dit convaincue que la croissance actuelle des droits de scolarité nuira à l'accessibilité des moins nantis aux études supérieures et aura, à terme, un impact négatif sur le développement économique du Québec.

Pas de gratuité

Ouvert à toutes les suggestions, le Parti québécois refuse néanmoins de s'engager sur le terrain de la gratuité scolaire.

« On n'a pas l'intention de revenir en arrière jusqu'à la gratuité. On pense que ce serait irréaliste compte tenu de notre situation en Amérique du Nord. Mais d'être mieux que les autres et que ça coûte moins cher (d'étudier au Québec) qu'ailleurs, je n'ai pas de problème avec ça », a-t-elle dit.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 novembre 2011 | Le Droit | DENISDENIS LESSARD LESSARD

# La priorité à « la qualité de l'enseignement »

Lalapresse Presse

Québec — Dès le début de son mandat, la Coalition avenir Québec entend réaliser des actions très précises.

Son parti donnera la priorité à « la qualité de l'enseignement », mais le plan publié hier balise de façon serrée les circonstances dans lesquelles un enseignant incompetent pourrait être congédié. Legault promet aussi un médecin à toutes les familles du Québec et s'engage à protéger la langue française, sans toucher à la loi 101 cependant. Le gouvernement Charest aurait dû utiliser la clause dérogatoire de la Constitution pour stopper les écoles passerelles, relève-t-il au passage.

La CAQ a repris hier les engagements décrits dans quatre documents thématiques. On prévoit abolir les commissions scolaires ; leurs responsabilités seront confiées aux écoles et à des organismes régionaux plus modestes de distribution de services. M. Legault a éludé la question quand on lui a rappelé que les commissions scolaires étaient protégées par la Constitution.

La taxe scolaire va rester la même et sera perçue par les municipalités. Le budget des commissions scolaires sera réduit de moitié.

Plusieurs propositions de la CAQ visent à réduire la taille de l'état, plaide M. Legault.

« On veut agir sur la bureaucratie, abolir les agences de santé, où on retrouve 100 millions et 1000 employés », souligne-t-il.

Pas question de privatiser Hydro-québec, mais la société d'état devra être plus efficace. Elle devrait sabrer 4000 postes, mais d'ici à 2018, pas moins de 6000 employés devraient prendre leur retraite sur une base volontaire.

La CAQ veut aussi réduire la facture d'assurance médicaments.

Au total, le programme de la CAQ représente une réduction de 1,5 milliard des dépenses publiques, des sommes en bonne partie réaffectées aux budgets de l'éducation.

Et L'ADQ ?

Nouveau parti politique, la Coalition avenir Québec attend que l'action démocratique du Québec se rallie. Son chef, François Legault, n'a pas donné le moindre signe qu'il était prêt à faire des concessions pour intégrer l'ancien parti de Mario Dumont.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Publireportage

Publié par la Direction des communications et du recrutement

UQO

SAVOIR



## PRÈS DE 1 500 ÉTUDIANTS OBTIENNENT UN DIPLÔME DE L'UQO CETTE ANNÉE!



Lors de la présentation du doctorat honorifique à William Commanda. Sur la photo : Claudette Commanda, Evelyne Commanda Dewache, son conjoint Thomas Dewache, Jean Vaillancourt, recteur de l'UQO et Sylvie Beauchamp, présidente de l'UQO.

Plus de 2 000 personnes se sont réunies à l'hôtel Hilton du complexe Lac Leamy pour les 2 cérémonies de la Collation des grades organisées par l'UQO afin de féliciter les 1225 nouveaux diplômés de Gatineau. Le 30 octobre dernier, c'était 233 diplômés qui ont été remis lors de la Collation des grades pour les étudiants de l'UQO | Campus de Saint-Jérôme.

C'est avec fierté que le recteur Jean Vaillancourt a félicité tous les diplômés et les a invités à prendre le temps de savourer ce point culminant de leur vie universitaire. « Désormais, vous faites partie des personnes hautement qualifiées qui constituent la grande famille des 30 000 diplômés de l'UQO et qui contribuent directement au développement social, culturel et économique de notre société. »

### UN GRAND SAGE AUTOCHTONE HONORÉ

William Commanda, un grand chef autochtone, a marqué non seulement le peuple algonquin de Kitigan Zibi, mais il était également reconnu internationalement. Il laisse dans la mémoire du peuple algonquin le souvenir d'un grand homme voué à la défense des siens, de la protection de l'environnement et du respect des peuples. Il est décédé, le 3 août 2011, quelques jours seulement avant la tenue du rassemblement du Cercle des Nations. Il était le guide spirituel de ce mouvement pacifique international qui recevait chaque année au début du mois d'août des centaines de visiteurs d'un peu partout dans le monde venus entendre ses enseignements qui favorisaient la bonne entente entre les nations et la protection de la Terre mère.

Son leadership spirituel était reconnu des autorités canadiennes qui lui avaient demandé de bénir, en compagnie du Dalaï-Lama, le monument canadien des droits de la personne. Le grand chef autochtone a également reçu l'Ordre du Canada en 2008.

La reconnaissance internationale acquise par William Commanda au cours des ans l'avait conduit à participer à des événements d'envergures tels le Sommet de la terre de Rio de Janeiro.



2. Une présentation du doctorat honorifique à William Commanda a également été faite au chef de la communauté de Kitigan Zibi, Gilbert Whiteduck. Ce dernier est entouré, à gauche, du recteur de l'UQO Jean Vaillancourt et à droite de Sylvie Beauchamp présidente de l'UQO.

3. Le professeur Stéphane Bouchard (au centre) du Département de psychoéducation et de psychologie a reçu le Prix d'excellence en recherche. À sa gauche, Jean Vaillancourt recteur de l'UQO et à la droite, Sylvie Beauchamp, présidente de l'UQO.

4. Le professeur Jacques Dionne (au centre) du Département de psychoéducation et de psychologie a reçu le Prix d'excellence en implication dans le milieu et en collaboration internationale des mains de Denis Dubé (à gauche) vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et Jean Vaillancourt recteur de l'UQO.

5. De fiers diplômés lors de la Collation des grades.

6. À la santé des nouveaux diplômés de l'UQO!

### PRIX D'EXCELLENCE À DES PROFESSEURS

Le prix d'excellence en recherche ainsi que le prix d'excellence en implication dans le milieu et en collaboration internationale remis par l'Université du Québec en Outaouais (UQO) ont été décernés respectivement aux professeurs Stéphane Bouchard du Département de psychoéducation et de psychologie et à son collègue du même Département, Jacques Dionne.

L'UQO c'est 6400 étudiants, 1400 à son campus de Saint-Jérôme et 5000 à Gatineau.

Toutes nos félicitations aux nouveaux diplômés et aux lauréats de différents prix et distinctions.



... Fière d'être partenaire de l'UQO

15 novembre 2011 | Le Droit | JUSTINEJUSTINEMERCIER MERCIER

# Des « subventions à l'illégalité », s'insurge Impératif français

Jmercier@jmercier@ledroit.ledroit.com com

La stratégie mise de l'avant par l'office québécois de la langue française (OQLF) pour augmenter la francisation des marques de commerce utilisées comme noms d'entreprise repose sur des « subventions à l'illégalité », estime le président d'impératif français, Jean-paul Perreault.

L'OQLF a annoncé dimanche le lancement d'une campagne de sensibilisation pour rappeler aux entreprises certaines dispositions de la Charte de la langue française. La loi permet l'utilisation d'une marque de commerce comme nom d'entreprise, mais si la marque est dans une langue autre que le français, elle doit être accompagnée d'un terme descriptif ou d'un slogan en français.

L'office a mis sur pied un programme d'aide pour les entreprises employant de 5 à 99 personnes, qui prévoit que jusqu'à 75 % des dépenses effectuées pour la correction d'un affichage pourront être couvertes, jusqu'à concurrence de 50 000 \$.

Le président d'impératif français, Jean-paul Perreault, n'approuve pas cette façon de faire. « C'est quand même incroyable de voir L'OQLF annoncer qu'il va verser des subventions à des entreprises pour qu'elles respectent la loi, a réagi hier M. Perreault. La loi, normalement, quand on ne la respecte pas, on reçoit des amendes. Des entreprises comme Bureau en gros, Tigre géant, La Baie ou La Source ont choisi de faire plus et de franciser leur nom, sans se limiter à ajouter un descriptif, et elles l'ont fait à leurs frais. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



15 novembre 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI ORFALI porfali@ledroit.com com

# Près de 3 millions pour 40 organismes franco-ontariens

Près de 40 organismes francoontariens ont reçu hier un appui financier du gouvernement fédéral afin de mener à bien différents projets culturels.



ETIENNE RANGER, Ledroit

**Le député Royal Galipeau a remis, au nom de son gouvernement, 2,8 millions de dollars en subventions à 40 organismes franco-ontariens. Sur cette photo, Daniel Simonic du Festival de la Curd.**

---

Les théâtres la Catapulte, du Trillium, de la Vieille 17, de nombreuses Associations canadiennes-françaises de l'ontario (ACFO) régionales de même que les festivals de la Curd et du Canal Rideau ont

reçu différentes sommes, a dévoilé hier à la Nouvelle Scène le député conservateur fédéral d'Ottawa-Orléans, Royal Galipeau.

En tout, ce sont 2,8 millions de dollars qu'a consacrés le gouvernement fédéral à 71 projets d'organismes communautaires, pour la plupart des groupes franco-ontariens. Ces fonds proviennent de divers programmes, dont le Programme d'appui aux langues officielles.

« Les organismes franco-ontariens qui ont reçu de l'argent aujourd'hui sont des organismes impliqués directement sur le plancher des vaches, dans le domaine des arts et de la culture. Selon moi, les deniers publics qui vont à des organismes (franco-ontariens) devraient être concentrés dans les organismes qui donnent des services directs à la communauté. Ça va avoir un impact significatif », a dit le député Royal Galipeau.

Le Conseil économique et social d'Ottawa-Carleton, un organisme voué à l'intégration des nouveaux arrivants francophones dans la région, a reçu 56 000 \$ cette année, ce qui lui permet d'assurer ses activités de tous les jours.

Bien qu'elles aient déjà été dépensées, les sommes fournies par le fédéral au Festival de la Curd ont été cruciales afin de présenter le premier « défi intervillage », une compétition ayant opposé des résidents de St-Albert, Casselman, Bourget et Embrun, lors du dernier festival. Un succès sur toute la ligne, soutient Daniel Simoncic, l'organisateur de l'événement.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 novembre 2011 | *Le Droit*

# UN ÉTUDIANT ACCUSÉ DE TENTATIVE DE MEURTRE À LA SUITE D'UNE AGRESSION

LOUISEVILLE — Un adolescent de 15 ans a été accusé de tentative de meurtre en Cour du Québec, chambre de la jeunesse, à TroisRivières, à la suite d'une agression à l'arme blanche survenue hier matin à l'école secondaire l'escale de Louiseville, en Mauricie. L'agression est survenue lors d'une dispute entre le suspect de 15 ans et un autre étudiant de l'école âgé de 16 ans, qui en sont venus aux coups pour des raisons qui n'ont pas encore été établies par les policiers. Le jeune homme de 16 ans a dû être transporté à l'hôpital. La Sûreté du Québec a confirmé que l'adolescent avait subi des blessures graves, mais on ne craint pas pour sa vie. Les activités ont repris leur cours normal à l'école par la suite.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



15 novembre 2011 | Le Droit | JUSTINE MERCIER

# L'avantage de la région conservé

Si elles acceptent l'entente qui leur est proposée par le gouvernement, les infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes de l'outaouais seront assurées de voir leurs primes augmenter au même rythme que les bonifications – moins généreuses – offertes à la grandeur du Québec.



ETIENNE RANGER, Archives Ledroit

**Sans révéler de chiffres sur les primes proposées, la présidente du syndicat des infirmières, Lyne Plante, estime que les syndiquées de l'outaouais ressortiront gagnantes de cette entente.**

Les primes pour les quarts de travail de soir et de nuit, tel qu'elles existaient avant leur abolition le 5 novembre, allaient devenir moins avantageuses au fil des ans, puisque la convention collective en vigueur partout au Québec prévoit une augmentation graduelle des bonifications offertes pour ces

horaires.

Selon les informations obtenues de source sûre par Ledroit, l'écart qui existe entre les primes proposées dans l'entente intervenue samedi soir et celles offertes ailleurs au Québec sera préservé.

À l'échelle provinciale, les primes de soir connaîtront des hausses en avril 2012 et en avril 2014, tandis que des augmentations sont prévues aux primes de nuit aux printemps 2012 et 2013. Si l'entente qui est sur la table est acceptée par les syndiquées de l'outaouais aujourd'hui, elles verront donc leurs primes être augmentées à ces mêmes périodes.

Toujours peu de détails

La présidente du syndicat des professionnelles en soins infirmiers et cardiorespiratoires du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau, Lyne Plante, n'a pas voulu confirmer ces informations, hier, préférant dévoiler les détails de l'entente aux employées concernées lors des deux assemblées générales organisées aujourd'hui dans un hôtel de Gatineau.

Mme Plante a réitéré hier que l'entente intervenue en fin de semaine entre la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et le gouvernement est « satisfaisante ».

Sans révéler de chiffres sur les primes proposées, Mme Plante estime que les syndiquées de partout en Outaouais ressortiront gagnantes de cette entente, puisqu'il s'agit d'un règlement à long terme.

« L'échéance de l'entente, c'est au renouvellement de la convention collective », a indiqué Mme Plante.

Le contrat de travail des syndiquées FIQ vient à échéance le 31 mars 2015, mais les primes proposées pour l'outaouais seraient maintenues jusqu'au renouvellement de la convention collective, qu'elle ait lieu en 2015 ou ultérieurement.

L'exécutif national de la FIQ sera à Gatineau, aujourd'hui, alors que les syndiquées se prononceront sur l'entente intervenue avec le gouvernement. Les résultats du vote doivent être connus après la seconde assemblée, qui débute à 19 h.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 novembre 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI PHILIPPE ORFALI | porfali@ledroit.com

# Des chalets d'hiver au prix explosif

En pleine période de compressions budgétaires – et alors qu'elle vient de fermer son Infocentre situé devant le parlement –, la Commission de la capitale nationale (CCN) vient de déboursier 5,24 millions de dollars pour la construction de sept chalets devant être installés sur la patinoire du canal Rideau.

C'est 40 % plus cher que le maximum prévu par la CCN au lancement de l'appel de proposition, en 2010.

Au coût moyen de 750 000 \$ chacun (plutôt que 536000 \$, comme le prévoyait le projet à l'origine), ces sept chalets doivent servir de vestiaire et de toilettes publiques pour les hordes de visiteurs qui se rendent chaque hiver sur la plus grande patinoire du monde.

Ils remplacent les anciennes installations, des chalets que la CCN considère vétustes, dont la plupart dataient des années 1970.

« [Les vieux chalets] ne sont plus convenables et présentent des enjeux pour la sécurité, notamment. Toutes les unités n'offraient pas l'accès (pour les personnes handicapées) », a indiqué la porte-parole de la CCN, Jasmine Leduc.

« En octobre 2010, on a accordé (le projet) au plus bas soumissionnaire », a indiqué Mme Leduc. Elle explique l'écart entre les 3,75 millions \$ prévus initialement et les 5,24 M\$ finalement consentis par les caractéristiques recherchées par la société d'état pour ses nouveaux chalets.

Chalets de luxe

Vastes, élancés, écoénergétiques et rappelant les éléments architecturaux du canal : ce sont des édifices complètement originaux dont dispose désormais la CCN pour accueillir les visiteurs.

Le toit comprend des courbes ouvertes avec des poutres d'acier exposées, à l'image des structures des ponts qui enjambent le canal. À l'intérieur, le toit arqué laisse entrevoir des lattes de bois, « créant une ambiance chaleureuse », selon la société.

La façade des chalets est presque complètement vitrée, de façon à maximiser l'éclairage naturel et à assurer une meilleure sécurité du public. Ils sont chauffés et comprennent des stations de recyclage intégrées. Grâce à un éclairage, ils seront visibles de loin.

Les structures mesurent environ 6 mètres par 18 mètres, soit un peu plus que les anciens chalets.

Pas trop cher, dit la CCN

La CCN se défend d'avoir payé trop cher pour ses sept nouveaux chalets, indiquant que ceux-ci étaient devenus nécessaires. Comme ils sont en vitre, ils ne devront pas être repeints au cours des prochaines années, ajoute Mme Leduc. « On évalue aussi toute sorte de façons d'utiliser ces chalets à l'été », ajoute-t-elle.



Leur espérance de vie est estimée à 35 ans.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 novembre 2011 | Le Droit | SIMONSIMONCREMER CREMER

# Le retour des primes bien accueilli par le CSSSG

Scremer@scremer@ledroit.ledroit.com com

Le Centre de santé et services sociaux de Gatineau (CSSSG) se réjouit du fait qu'il pourra continuer à fournir ses services si les infirmières travaillant de soir ou de nuit acceptent l'offre de Québec concernant leurs primes de soir et de nuit.

Lors de la séance publique du conseil d'administration du CSSSG tenue hier, au CLSC de la Gappe, le président Bruno Bonneville a applaudi cette nouvelle sans toutefois parler de ses modalités.

Les détails de cette entente offerte par Québec au syndicat des infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes, sont encore confidentiels.

« Nous sommes heureux de cette entente. Le gouvernement a répondu aux demandes de la région et reconnu notre situation particulière », a expliqué en début de séance le président, récemment réélu au c.a. comme représentant de la population.

Au-delà des tenants et aboutissants de cette entente, le plus important, selon le CSSSG, c'est qu'il pourra continuer à prodiguer ses soins de santé.

« C'est un bon résultat pour tout le monde, y compris la population, qui souffre déjà assez », a ajouté M. Bonneville.

Il y a un mois, des membres du conseil d'administration du CSSSG avaient fait part de leurs inquiétudes par rapport à la possible disparition des primes.

Rachel Larabie-lesieur, membre du c.a., avait formulé une requête formelle exprimant ces inquiétudes au gouvernement du Québec.

Le retrait des primes était entrevu comme un possible premier pas vers la disparition du statut particulier de l'outaouais en santé.

Étant donné la proximité des centres de santé ontariens, ce statut fait partie de la stratégie de recrutement et de rétention du personnel du CSSSG.

Débat sur l'hôpital unique

Par ailleurs, le conseil d'administration n'est pas arrivé à un consensus sur la question d'un hôpital unique sur son territoire.

En octobre dernier, les médecins de Gatineau avaient approuvé à l'unanimité la construction d'un nouvel hôpital singulier pour desservir la ville.

Selon eux, la possibilité de regrouper tous les médecins sous un seul toit assurerait un meilleur service à la population gatinoise.

Denis Beaudoin, dg par intérim du c.a. du CSSSG, a présenté une résolution soumise les médecins demandant l'appui du CSSSG dans leur démarche.

Le directeur général a lui-même émis une mise en garde par rapport à ce projet. « Il me semble qu'on présente le projet à l'envers. Quelle est la valeur ajoutée à avoir un seul hôpital ? Un plan directeur serait nécessaire pour déterminer le meilleur choix en fonction des besoins de la population. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 15 Nov 2011 | Ottawa Citizen

# \$100 BILLS YOU CAN DRINK TO

The Bank of Canada released a new \$100 bill made of plastic Monday, its first step in replacing an entire series of banknotes to thwart counterfeiters and persuade retailers it's safe to accept big bills. The polymer note, identical in size and colour to the existing paper note, is made with the same plastic used by 32 other countries. But Canada is the first to add a metallic hologram that is especially difficult to fake. Plastic notes, nearly impervious to liquids, stains, tearing or wear-and-tear, were pioneered by the Reserve Bank of Australia in 1988.



MARK BLINCH, REUTERS

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 15 Nov 2011 | Ottawa Citizen | LEE GREENBERG

# Ontario lags in innovation, report finds

## Province ranks 15th out of 16 North American jurisdictions in GDP per capita

TORONTO • Ontario gets by on hard work, rather than innovation, according to a new report that says Ontario's economic stature continues to slip within North America.

That news comes from the Task Force on Competitiveness, Productivity and Economic Progress, an independent body that tracks the province's economic progress.

The report labelled Ontario one of the most prosperous regions among advanced economic nations around the world, outpacing most of its peers in Europe, Japan and Australia in per capita GDP.

However, Ontario ranks 15th of 16 North American jurisdictions when it comes to 2010 GDP per capita, at \$46,500. New York tops that list at \$71,200, followed by Massachusetts, New Jersey, Virginia and California. Quebec is last on the list and is the only state/province to fare worse than Ontario.

"While we lead most other regions around the world in competitiveness and prosperity, we do so largely by working more, not by being more innovative and productive — or working smarter," Roger Martin, chairman of the task force, writes in the report's introduction.

When it comes to hours on the job, Ontario workers trail their North American peers as well.

In 2010, the average Ontarian worked 1,670 hours, 160 hours less than workers in competing North American states.

That "intensity gap," blamed on Ontarians' "propensity to take more weeks of vacation and to have a higher percentage of part-time work" is hindering its prosperity, according to the report.

Among its Canadian peers, Ontario predictably fares poorly when compared to resource-rich Alberta, Saskatchewan and Newfoundland. However, the report states the province "has not shone" when compared to other provinces either.

Some of that has to do with the exodus of manufacturing jobs and the damage to those jobs caused by the high Canadian dollar. The province lost 300,000 manufacturing jobs alone between 2007-09. There is no evidence those jobs are coming back, the report states.

"So we have to build a more innovative economy."

While the report credits the province with investments in post-secondary education and tax reform, it says more needs to be done on both fronts. A new carbon tax would help "achieve reductions in carbon emissions and help build green industries."

The task force is recommending wage insurance for older workers who have the most difficulty re-entering the workforce. "Current retraining approaches do not seem to work."

It would also like to see manufacturers increase the scale of their operations, in order to afford larger investments in technology and R&D.

Finally, the task force is asking the government to consider abandoning its policy of picking "winners and losers," as a former cabinet minister labelled it, through subsidies to businesses. The cornerstone Liberal economic development policy involves granting hundreds of millions of dollars to businesses in certain sectors and regions.

"We want more world-class firms investing here," the report states. "However, the research indicates that targeted government incentives to attract such investments are not often successful in increasing prosperity in a jurisdiction."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 15 Nov 2011 | Ottawa Citizen

# Innovation: More needs to be done on education, tax reform

There is no evidence those jobs are coming back, the report states.

"So we have to build a more innovative economy."

While the report credits the province with investments in post-secondary education and tax reform, it says more needs to be done on both fronts. A new carbon tax would help "achieve reductions in carbon emissions and help build green industries."

The task force is recommending wage insurance for older workers who have the most difficulty re-entering the workforce. "Current retraining approaches do not seem to work."

It would also like to see manufacturers increase the scale of their operations, in order to afford larger investments in technology and R&D.

Finally, the task force is asking the government to consider abandoning its policy of picking "winners and losers," as a former cabinet minister labelled it, through subsidies to businesses. The cornerstone Liberal economic development policy involves granting hundreds of millions of dollars to businesses in certain sectors and regions.

"We want more world-class firms investing here," the report states. "However, the research indicates that targeted government incentives to attract such investments are not often successful in increasing prosperity in a jurisdiction."

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



*Article rank* | *15 Nov 2011* | *Ottawa Citizen*

# UNITED WAY

Ottawa's \$33.5 million goal:

To date: \$23,584,000

Campaign ends: Dec. 1, 2011

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.